

Tout rétro, tout beau, tout tradi, tout joli...

Discourant à Besançon sur son programme éducatif, le candidat Fillon, a rendu hommage aux écoles privées hors contrat de la fondation Espérance banlieues, les assurant de son total soutien : « J'ai visité en novembre une école d'« Espérance banlieue » à Asnières, et j'ai constaté l'aide apportée aux familles le plus en difficulté par des établissements fondés sur la liberté, la discipline et l'attention extrême portée aux élèves. Ces écoles permettent de scolariser des enfants qui étaient harcelés, des enfants ayant un trouble de l'attention, des enfants issus de l'immigration et qui croient au mérite, des enfants en total échec scolaire dans le système traditionnel. Ces écoles ne sont aujourd'hui pas aidées. Eh bien, l'État ne devra plus s'opposer à cette nouvelle offre éducative issue de la société civile ; il devra leur faciliter la tâche et les aider. » ([Discours de François Fillon jeudi 9 mars 2017 - Besançon](#)).

L'école des réac-publicains et de la Manif pour tous

Cet hommage appuyé au réseau Espérance banlieues est une belle victoire pour ces adversaires irréductibles de l'école publique. Au lendemain de la manif du 5 mars, le candidat des « réac-publicains » paye ainsi sa dette à Sens commun, le courant issu de la Manif pour tous et dont la fondation pour l'école est la branche « éducative » et Espérance Banlieues la vitrine médiatique. Non seulement le modèle rétrograde, autoritaire et qui sent bon le paternalisme et le néo-colonialisme, est encensé mais, à demi-mot, le candidat des « réac-publicains » semble faire un pas vers la principale revendication de ces réseaux : la mise en place du « Chèque éducation », c'est-à-dire la parité de financement entre le public et le privé, disposition inédite en France depuis le Régime de Vichy... Une « arme de destruction massive » de l'école publique qui a été utilisée pour la première fois dans le Chili de Pinochet.

Premiers accros dans la belle stratégie de communication

Cette prise de position survient à un moment où le rouleau compresseur médiatique de ces réseaux semble quelque peu s'enrayer. Alors que depuis plusieurs mois nous avons assisté à une déferlante de documentaires et d'articles élogieux sur Espérance banlieues, plus proches du publi-reportage que de l'enquête journalistique, la mécanique paraît enfin se gripper... Ainsi, cette semaine, la fondation a-t-elle dû prendre publiquement ses distances avec [l'annonce de l'ouverture d'une école EB à Béziers](#), ville de Robert Ménard. Elle s'étonne de l'existence de ce projet qui était pourtant bien au cœur du programme éducatif du candidat d'extrême droite à la mairie. Après Montfermeil où Xavier Lemoine, vice-président du parti de Christine Boutin, avait rendu possible l'ouverture de la 1^{re} école EB, les collusions avec la droite de la droite sont de plus en plus visibles et évidentes mais elles semblent égratigner l'image consensuelle voulue par EB. Car la force de ce réseau c'est d'avoir misé sur la communication, réussissant à berner nombre de médias plus ou moins consentants. Ainsi TF1 déléguant son journaliste star, Harry Roselmack ou encore *Télérama* publiant tout un dossier élogieux. Mais voilà que l'on a appris, grâce à [Causette](#), qu'Harry Roselmack n'a pas réellement rédigé le livre *Espérance banlieues* qu'il a pourtant co-signé avec Éric Mestrallet. Selon le rapport d'activité de la fondation, c'est Anne Coffinier et Frédéric Guillaud qui ont travaillé sur l'ouvrage...

Enfin une enquête sur les « Écoles de l'anti-république » !

Il y a quelques jours, le magazine *Causette* a en effet publié, sous la plume d'Alicia Bourabaa, une minutieuse enquête sur ces « [Écoles de l'anti-république](#) ». Elle y présente l'itinéraire d'Éric Mestrallet, président fondateur d'EB, ancien attaché parlementaire du très villiériste sénateur Bernard Seillier. M. Mestrallet, avant de se lancer dans le business scolaire, a fondé une étrange

société de services aux entreprises et aux collectivités locales dédiée à l'Histoire. On y apprend également que la « chargée de projet » de la Fondation pour l'école qui abrite EB n'est autre que la fille de la conseillère éducation de François Fillon, Annie Genevard... Une fondation pour l'école, dirigée par une des égéries de la Manif pour tous, Anne Coffinier, par ailleurs administratrice de l'association Enseignement et Liberté, impulsée au début des années 80 par le Club de l'horloge (Le Gallou, Lesquen, etc.). Une fondation où l'on retrouve des associations liées à l'Opus Dei mais aussi les établissements scolaires de la Fraternité Saint-Pie X (là où Marion Maréchal Le Pen a fait ses études !). Dans le sillage de la Fondation pour l'école gravitent également SOS éducation (lobby « anti-pédagogue » et anti-syndical), et, toujours selon *Causette*, la Fondation anti-IVG Jérôme-Lejeune ou encore Ichtus, officine intégriste, qui a bénéficié d'un versement de 20 000 euros pour un « projet éducatif ». ☒ Le financement, justement, commence à être mieux connu. Avant que Fillon n'applique son programme de soutien à ces écoles s'il est élu, on savait depuis cet été que la plupart des fondations liées aux entreprises du CAC 40 avaient versé leur obole, profitant des exonérations fiscales puisque, grâce à Xavier Darcos, autre catholique radical, la Fondation pour l'école est reconnue d'utilité publique... Mais déjà Valérie Pécresse, a accordé une subvention de 35 000 € au nom de la Région Ile-de-France. Les mairies qui accueillent ces écoles leur proposent par ailleurs des locaux dans des conditions plus que favorables (voire, comme à Roubaix, en les « prêtant »...). Quant aux personnels, certains sont employés dans le cadre du service civil... Alors, les effectifs à 15 par classe mis en avant par EB, il semblerait bien que nos impôts y contribuent pour beaucoup, au détriment du budget de l'Éducation nationale.

Espérance banlieues, l'arbre qui cache la forêt des écoles hors contrat et de leurs dérives

Enfin, toujours cette semaine, *Le Café pédagogique* publiait quelques informations tirées d'un rapport sur les écoles hors contrat de l'académie de Versailles (« L'académie compte une centaine d'écoles hors contrat relevant de courants différents. Le plus grand nombre se réclame de courants catholiques traditionalistes soit proches de Mgr Lefebvre soit proches de l'Opus Dei. ») <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2017/03/07032017Article636244680502867012.aspx> Puisque le réseau Espérance banlieue fait l'éloge de ce type d'écoles (considérant qu'elles sont beaucoup plus contrôlées que les autres!) il n'est pas inutile de revenir sur différents aspects abordés par ce rapport (qui ne concerne donc pas spécifiquement les écoles EB mais les établissements hors contrat en général). On y découvre un certain nombre de pratiques inquiétantes et de dérives : « Sur trois ans une trentaine d'écoles auraient fait l'objet de contrôles, souvent suite à des plaintes ou à des dénonciations. Autrement dit les contrôles ne reflètent que les situations qui inquiètent l'administration. Mais cela concerne quand même à peu près une école sur trois... » Ce rapport s'est penché sur les contenus des enseignements qui y sont dispensés : « des disciplines ne sont pas enseignées ou extrêmement superficiellement. La plupart des écoles contrôlées s'en tiennent au français et aux maths. Ce sont "des pans entiers du savoir" qui ne sont jamais abordés. Les sciences, l'histoire géographie, les arts, l'EPS sont réduits à presque rien au bénéfice d'exercices de français et de maths répétés. » Mais le rapport pointe aussi des « dérapages » pour le moins inquiétants : « Dans telle école catholique, les pages sur la contraception du manuel de SVT sont collées. Dans telle autre on apprend que "Pétain a sauvé la France" et que "des ingrats ont fui en Angleterre"... Une autre école traditionaliste apprend en guise d'instruction civique des thèmes originaux : "comment apprend-on à reconnaître la race blanche" ou "comment se comporter avec un supérieur, un égal et un inférieur". » Le rapport ne cible pas spécifiquement les écoles Espérance banlieues, mais celles-ci, aujourd'hui, sont le fer de lance de ces réseaux intégristes et leur donne une visibilité et une « respectabilité » avant, peut-être, demain, de leur permettre de toucher de l'argent public...

« Vous irez dans le public après, si vous voulez. Ici, on n'est pas dans le coin de rue de la racaille » Albéric de Serrant, directeur de l'école Espérance banlieues de Montfermeil dans le documentaire *Un pas après l'autre*

La bataille médiatique et politique ne fait donc que commencer pour mettre en lumière ce qui se cache derrière l'opération de com. Une bataille qui est aussi pédagogique, tant ces écoles s'inscrivent dans la rhétorique décliniste et « anti-pédagogue » et tirent profit des dysfonctionnements de l'institution. Lutter contre l'école ultra-libérale, c'est également lutter contre la contamination de son discours au sein du service public et repenser une autre école qui ne nourrisse plus les « désespérances » par manque de moyens ou par un fonctionnement inégalitaire et ségrégatif. Jean-Charles Buttier - Laurence de Cock et Grégory Chambat ***Nous sommes en train de constituer un « contre-dossier de presse » sur le réseau Espérance banlieues afin de fournir un outil à celles et ceux qui se mobilisent contre ces écoles. Vos témoignages, articles de presse, infos sont donc précieux et vous pouvez nous les communiquer, ou apporter votre aide en écrivant à admin@questionsdeclasses.org***



Documents joints

[carto_eb.pdf](#)

[carto_eb_hd.pdf](#)

[carto_eb_3.pdf](#)

[carto_eb_mediapart.pdf](#)